



EXTENSION DU DATA CENTER DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE

8A rue du recteur Marcel Bouchard
21 000 DIJON

MAITRE D'OUVRAGE
UNIVERSITE DE BOURGOGNE
Campus universitaire Dijon Montmuzard
BP 27 877 - 21 078 DIJON Cedex
tél : 04 37 37 26 70



BET DATACENTER
JERLAURE
81 rue du Traité de Rome - 84 911 AVIGNON
tél : 04 90 84 05 40 - mail : contact@jerlaure.fr

JERLAURE



ARCHITECTE
NICOLAS FAVET ARCHITECTES
11 boulevard Jeanne d'Arc - 93 100 MONTREUIL
tél: 01 41 58 15 26 / mail: nicolas.favet@nfa.fr



BET THERMIQUE
CORETUDE
9 rue de la Butte Ravanne - 78730 ST ARNOULT EN YVELINES
tél: 01 30 59 97 53 - mail : alduval@coretude.fr



BET STRUCTURE
BOURGOGNE STRUCTURE
1 rue Georges LAVIER - 21 000 DIJON
tél: 03 80 73 30 58 / mail : be@bourgogne-structure.fr



ECONOMISTE
COBATEC INGENIERIE
48 rue de Talant - 21 000 DIJON
tél: 03 80 57 52 26 / mail : economie@cobatec21.fr



COORDINATEUR SPS
APAVE
4 rue Louis Boglie - 21 000 DIJON
tél: 03 80 78 74 50 / mail : -



BUREAU DE CONTROLE
SOCOTEC
1 rue Louis Boglie - 21 000 DIJON
tél: 03 80 78 70 50 / mail :

MODIFICATIONS	DATE	INITIALE
---------------	------	----------

PHASE DCE	ZONE NIVEAU	INDICE	DESSIN	CCTP
REF PROJET UBDC	N° DESSIN			LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES
AUTEUR NR	DATE mars 2023	ECHELLE -	EMETTEUR ECONOMISTE COBATEC	ECO

SOMMAIRE

EXTENSION DU DATACENTER

<u>PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS.....</u>	<u>3</u>
01 OBJET DE L'OPERATION	3
0.1.1 INFORMATIONS SUR LE PROJET	3
0.2 LISTE DES PARTENAIRES.....	3
0.2.1 LE MAITRE D'OUVRAGE	3
0.2.2 LE BUREAU D'ETUDES MAITRE D'ŒUVRE TECHNIQUE PROCESS ET FLUIDES (MANDATAIRE DU GROUPEMENT).....	3
0.2.3. LE BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE	3
0.2.4 L'ARCHITECTE MAITRE D'ŒUVRE BATIMENT HORS PROCESS ET LOTS TECHNIQUES.....	3
0.2.5 LE BUREAU D'ETUDES STRUCTURE	3
0.2.6 L'ÉCONOMISTE	3
0.2.7 LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ PRÉVENTION DE LA SANTÉ	4
0.3 DOCUMENTS PRÉVUS POUR LA CONSULTATION.....	4
0.4 DÉCOMPOSITION EN LOTS.....	4
0.5 NORMES ET RÈGLEMENTS - TEXTES GÉNÉRAUX –.....	5
0.6 SPÉCIFICATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.....	6
0.7 REMISE DE LA PROPOSITION, PRÉSENTATION DU DEVIS ESTIMATIF.....	6
0.8 VÉRIFICATIONS TECHNIQUES	7
0.9 TRAVAUX PARTIELS.....	7
0.10 PRODUITS CERTIFIES.....	8
0.11 DÉPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	8
0.12. INSTALLATION DE CHANTIER.....	8
0.13 OBLIGATIONS	8
0.14 SECTIONS DES OUVRAGES	10
0.15 CONFORMITE AVEC LES REGLEMENTATIONS	10
0.16 ECHANTILLONS CROQUIS PROTOTYPES	10
0.17 CLASSEMENT AU FEU – PV D'ESSAI	10
0.18 QUALITE DES MATERIAUX	11
0.19 COTES DIMENSION DES OUVRAGES	11
0.20 PLANS DE RECOLEMENT - DOE	12
0.21 PLANNING DE CHANTIER.....	14
0.22 ENVIRONNEMENT	14

0.23 TRAVAUX COMMUNS AUX DIFFÉRENTS CORPS D'ÉTAT	15
0.23.1 Etalement.....	15
0.23.2 Trous, réservations	15
0.23.3 Fourreaux	15
0.23.4 Scelllements	16
0.23.5 Saignée, entaille, feuillure	16
0.23.6 Incorporations	16
0.23.7 Plans d'exécution, notes de calcul.....	16
0.23.8 Documents à fournir en phase de préparation de chantier	16
0.23.9 Etudes de synthèse.....	18
0.24 ORGANISATION DE CHANTIER	18
0.24.1 Coordination SPS généralités	18
0.24.2 Compte prorata (ou des dépenses communes).....	19
0.24.3 Installation commune de chantier.....	19
0.24.4 Installations propres de chantier.....	20
0.24.5 Démarches préliminaires.....	20
0.24.6 Electricité	20
0.24.7 Téléphone.....	20
0.24.8 Eau potable.....	20
0.24.9 Assainissement.....	21
0.24.10 Locaux de vie.....	21
0.24.11 Panneaux de chantier	21
0.24.12 Accès couverture	21
0.24.13 Nettoyage / Déchets.....	21
0.25 LIBERATION REPLIEMENT	22
0.25.1 Démontage	22
0.25.2 Remise en état des lieux.....	22
0.25.3 Nettoyage de réception	22

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

01 OBJET DE L'OPERATION

0.1.1 INFORMATIONS SUR LE PROJET

L'opération consiste à l'extension du Datacenter de l'Université de Bourgogne, Campus Montmuzard à Dijon et à l'extension de la chaufferie

0.2 LISTE DES PARTENAIRES

0.2.1 LE MAITRE D'OUVRAGE

UNIVERSITE DE BOURGOGNE

Représentée par Mr NIEDERLANDER
Rue Recteur Marcel BOUCHARD
21 000 DIJON
Tél : 03.80.68.28.06

0.2.2 LE BUREAU D'ETUDES MAITRE D'ŒUVRE TECHNIQUE PROCESS ET FLUIDES (MANDATAIRE DU GROUPEMENT)

JERLAURE

81, rue du traité de Rome
BP 81229
84911 AVIGNON cedex 9
Tel : 04 90 85 05 40

0.2.3. LE BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE

SOCOTEC

Représentée par Mr Alban TACCOEN
1 rue Louis de Broglie
21 000 DIJON
Tel : 03 80 78 74 50 et 06 75 10 44 92
Mail : alban.taccoen@socotec.com

0.2.4 L'ARCHITECTE MAITRE D'ŒUVRE BATIMENT HORS PROCESS ET LOTS TECHNIQUES

Nicolas FAVET architecte

Représenté par Mr FAVET
11, boulevard Jeanne d'Arc
93100 MONTREUIL
Tel : 01 41 58 15 26
Mail : nicolas.favet@nfa.fr

0.2.5 LE BUREAU D'ETUDES STRUCTURE

Bourgogne Structure

Représenté par Mr Franck BUZENET
1, rue Georges Lavier
21000 Dijon
Tél : 03.80.73 30 58
Mail : be@bourgogne-structure.fr

0.2.6 L'ÉCONOMISTE

COBATEC Ingénierie

Représentée par Mr Nicolas REGIN
48 rue de Talant
21 000 DIJON.
Tel : 03 80 57 52 76
Chargé des descriptifs et DPGF hors lots TTechniques, joints à l'appel d'offres.
Mail : n.regin@cobatec21.fr

0.2.7 LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ PRÉVENTION DE LA SANTÉ

La présente opération étant soumise aux obligations du décret du 26/12/94, les entreprises devront répondre à leurs obligations en prenant en compte les pièces correspondantes rédigées par le coordonnateur, à savoir :

Plan général de coordination,
Documents d'interventions ultérieures

APAVE

4 Rue Louis de Broglie
Parc Technologique
BP 37004
21070 Dijon Cedex
Tel 03 80 78 74 50

0.3 DOCUMENTS PRÉVUS POUR LA CONSULTATION

Les pièces constitutives du marché prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre qui y figure (liste non exhaustive,) Elles comprennent les documents prévus pour la consultation qui sont :

Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

Les plans et carnet de détails de l'Architecte ;

Cahier des Clauses Techniques Particulières, Plans, schémas et détails de principe, établis par le B.E.T. Plomberie - Chauffage - Ventilation

Cahier des Clauses Techniques Particulières, Plans, schémas et détails de principe, établis par le B.E.T. Electricité.

Rapport initial du bureau de contrôle

Plan Général de Coordination SPS.

Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,

Calendrier des travaux (planning d'exécution)

0.4 DÉCOMPOSITION EN LOTS

Ces travaux sont répartis en lots de la manière suivante :

Lot N 01 - TERRASSEMENT VRD

Lot N 02 - GROS OEUVRE

Lot N 03 - CHARPENTE BOIS

Lot N 04 - ETANCHEITE

Lot N 05 - MENUISERIES ALUMINIUM

Lot N 06 - MENUISERIE INTERIEURE

Lot N 07 - CLOISONS DOUBLAGES

Lot N 08 - REVETEMENT DE SOLS

Lot N 09 - PEINTURE

Lot N 10 - PLAFONDS

Lot N 11 - BARDAGES

Lot N 12 - CVC PBS

Lot N 13 - DEI

Lot N 14 - CFO CFA SURETE

Lot N 15 - GROUPES ELECTROGENES

Lot N 16 - ONDULEURS

Lot N 17 - BAIES INFORMATIQUES

Lot N 18 - SERRURERIE

0.5 NORMES ET RÈGLEMENTS - TEXTES GÉNÉRAUX –

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant à tous les lots, et de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition, sans restriction ni réserve.

Les études de conception, d'exécution et les travaux de réalisation de tous ouvrages de ces lots sont à réaliser selon les règles de l'Art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment :

Le recueil des D.T.U.

Le recueil des règles de calcul D.T.U.

Les normes diverses suivantes :

Spécifications de l'A.D.E.T.S.,

Label N.F. V.P.,

EURONORME,

Les normes européennes et normes françaises en vigueur dont les prescriptions sont compatibles avec les D.T.U.

Normes AFNOR, UTE, USE, UEA tc.

Les Cahiers des Clauses Techniques Générales - C.C.T.G. -

Les règles professionnelles.

Le code de la construction et de l'habitation.

Le code du travail et notamment ses articles L 231.1, L 231.2 et 3.

Décrets, Arrêtés et circulaires relatifs à :

- Raccordements des immeubles aux égouts

- Echafaudages portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs et notamment dans le Bâtiment et les Travaux Publics.

- Classification des couvertures en matériaux combustibles par rapport au danger d'incendie résultant d'un feu extérieur.

- Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

- Conditions d'application des règles parasismiques de bâtiments d'habitation dans certaines zones.

- Instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité dans les établissements recevant du public.

- Protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

- Accessibilité aux personnes handicapées à mobilité réduite les installations neuves ouvertes au public.

- Accessibilité aux personnes handicapées des lieux de travail et des installations recevant du public.

- Accessibilité aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public

- Intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé lors des opérations de bâtiments ou de génie civil.

- Les codes spécifiques ou généraux relatifs au type de construction projetée et les textes pris pour leurs applications.

Règlementation thermique 2012

En tête de chaque lot il est fait rappel des normes et règlements particuliers applicables à chaque corps d'état ce qui ne constitue qu'une indication non limitative.

0.6 SPÉCIFICATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

1 - La nomenclature des travaux de chacun des lots a été analysée avec le plus grand soin possible.

Le présent C.C.T.P. et les plans qui y sont joint ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature, le nombre, et, les dimensions des ouvrages à réaliser. Si ce n'était l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté, ou, de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution.

2 - Le fait d'avoir soumissionné, suppose qu'il a obtenu tous les renseignements nécessaires à une parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et, qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art ; quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis sur les documents d'appels d'offres, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne serait et ne pourrait d'ailleurs être financé.

L'entrepreneur s'étant assuré de l'état existants, ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux tels qu'ils sont, existent, pour réclamer indemnité, ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires.

3 - L'entrepreneur devra la vérification soigneuse de toutes les cotes portées sur les divers documents et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants.

4 - Le fait de commencer les travaux de sa compétence, implique qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devra en demander l'inscription en P.V. au maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

5 - Suivant les règles énoncées dans le C.C.A.P. et le présent C.C.T.P., l'entrepreneur reste responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel et des intempéries : gel, déshydratation, etc...

Pour pallier à ces inconvénients il lui appartient de prendre toutes précautions utiles :

Protections, bâchages etc...

Protections contre le vol, qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance sérieuse de son chantier.

6 - Les travaux se dérouleront sur un site occupé. Toutes les dispositions devront être prises pour respecter la sécurité des occupants et pour ne pas engendrer de gêne excessive.

L'ensemble des bruits seront limités à 70 dBA aux limites du chantier.

Seul l'emploi d'engins à moteur thermique insonorisé, est autorisé.

7 - Les travaux seront réalisés uniquement pendant les heures normales de travail. (7 h à 12 h et de 13 h à 19 h)

0.7 REMISE DE LA PROPOSITION, PRÉSENTATION DU DEVIS ESTIMATIF

1. Le devis estimatif sera présenté en suivant le cadre de bordereau quantitatif joint au DCE.

Il devra remettre son prix en le décomposant article par article.

Toute autre présentation, ou absence de détail motiverait le rejet pur et simple de la proposition.

2. Les matériaux, éléments, ou ensembles envisagés, satisfont aux spécifications du REEF et aux diverses normes particulières homologuées.

Si l'entrepreneur pensait devoir proposer : soit, des matériaux différents, soit, un système constructif tendant à favoriser la rapidité de l'exécution, sans toutefois nuire à la qualité de la prestation, il ne pourrait le faire sans que les dits matériaux soient conformes aux exigences légales plus haut citées. D'autre part, il devrait en tenir le maître d'œuvre informé pendant la période d'étude de sa proposition.

Cette variante pourrait alors figurer en appendice de sa proposition, mais seulement en variante, avec un court exposé des motifs.

Le maître d'œuvre jugera du bien-fondé, et transmettra au Maître de l'ouvrage, avec tout avis nécessaire, pour décision.

Ces matériels, ou équipements, ainsi proposés devront faire l'objet de présentation sous forme d'échantillons, chaque fois que les Maîtres de l'ouvrage et d'œuvre, l'exigeront.

0.8 VÉRIFICATIONS TECHNIQUES

I.- VERIFICATIONS TECHNIQUES :

Le maître de l'ouvrage fait appel à un organisme de contrôle agréé auquel il appartient de procéder à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs visés à l'article 1792.1.1 du Code Civil.

II. - ESSAIS ET VERIFICATION DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS :

Dans le cas d'une mission de contrôle technique de type A, des essais et vérifications sont à la charge des entreprises concernées.

Les entreprises concernées devront procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le document technique N 1 - Publié dans le supplément spécial N 82 - 51 Bis du Moniteur BTP N 51 du 17.12.1982.

Les résultats de ces essais et vérifications seront transcrits sur des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document COPREC N 2 également publié dans le supplément spécial N 82 - 51 Bis du Moniteur BTP N 51 cité ci-dessus.

Ces procès-verbaux seront obligatoirement établis la semaine précédant la date de réception des travaux, à fixer par le maître de l'ouvrage, en autant d'exemplaire que de personnes concernées :

- Maître de l'ouvrage ;
- Maître d'Œuvre ;
- Contrôleur Technique ;
- Ingénieur ou Bureau d'étude Technique, du corps d'état considéré.

Les frais concernant ces essais et vérifications, notamment les raccordements provisoires de fluides s'il y a lieu, sont entièrement à la charge de l'entreprise concernée par les essais, de même que les manutentions et consommations y afférentes. Ils sont répartis éventuellement indépendamment du compte prorata.

III.- DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES :

Les installations ne seront réceptionnées que dans la mesure où elles répondent aux conditions de conformité et de bon fonctionnement.

A la fin des montages, il est procédé, quel que soit l'état de finition de la construction et en présence des Maîtres de l'ouvrage et d'œuvre, et à la charge de l'entreprise :

Aux contrôles de conformité par l'organisme agréé retenu par le Maître de l'ouvrage

A une réception visant la bonne réalisation des installations et consistant en un essai de fonctionnement. Cette réception fera l'objet d'un P.V signé sur place entre les parties.

Sans qu'il soit besoin de rappel particulier dans les documents précités, la réception de tout ou partie d'ouvrage est toujours assortie de réserves concernant la garantie de bon fonctionnement due par l'entreprise pendant la période de garantie suivant la réception, d'une part, et, les réglages et mises au point pendant la première saison de chauffe permettant de constater la satisfaction aux besoins et prescriptions du présent C.C.T.P. d'autre part. On fournira dans un délai de 15 jours ouvrables avant la date de réception les documents suivants :

Tout le matériel sera neuf et de 1ère qualité, il devra porter la marque N.F chaque fois que la réglementation en prévoit l'attribution.

Les marques de matériels retenues dans le cadre du marché approuvé, ne pourront être changées sous aucun prétexte. Les matériels nommément désignés dans le descriptif faisant suite devront obligatoirement figurer en solution de base dans la proposition.

-A la charge du maître d'ouvrage une étude g4 avec suivi observationnel a ses frais

0.9 TRAVAUX PARTIELS

Les divers travaux partiels, ou de finition, mise au point et raccords de toutes sortes réclamés par le maître d'œuvre, ou son représentant, aux entrepreneurs, soit en cours d'exécution, pour permettre la mise en chantier d'un autre corps d'état, soit en fin de chantier, devront être exécutés sans délai.

Faute de quoi ces travaux seraient exécutés par tout autre entrepreneur au frais du défaillant.

0.10 PRODUITS CERTIFIES

Dans les domaines où ils existent et dans des conditions permettant une mise en concurrence objective, des matériaux, produits ou équipements dont les caractéristiques d'aptitude à l'emploi ont été évaluées par un tiers indépendant doivent être utilisés systématiquement. C'est-à-dire : Des matériaux, produits ou équipements contrôlés périodiquement et certifiés conformes aux normes, par un organisme certificateur accrédité [1] établi dans l'Espace Economique Européen. Le site d'AFOCERT (Association Française des Organismes de Certification des Produits de Construction), www.afocert.fr, renseigne sur les certifications de produits de construction existantes en France. Des produits intégrés à un procédé de construction innovant bénéficiant d'un Avis Technique ou d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'une Appréciation Technique d'expérimentation (ATex) ou d'un Pass innovation (voir <http://evaluation.cstb.fr/>). A défaut, les matériaux, produits ou équipements doivent justifier de caractéristiques de performance équivalentes. La justification de l'équivalence est à fournir par le fabricant concerné. Les matériaux, produits ou équipements doivent bénéficier d'un certificat de conformité et/ou avis technique à jour (leur validité peut être vérifiée sur la liste des produits certifiés/évalués mise à disposition du public par l'organisme

0.11 DÉPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Sont à charge de chaque entrepreneur : les déplacements d'installations de chantier et dépôts divers : matériels, magasins, bureaux, matériaux etc.....

Ces déplacements se feront au fur et à mesure de l'avancement des travaux et des besoins des différents corps d'état et ou sur ordre du maître d'œuvre ou de son représentant.

0.12. INSTALLATION DE CHANTIER

Le premier intervenant sur le chantier sera l'entrepreneur de Gros Oeuvre qui devra dès l'ouverture des travaux, une installation de chantier, comportant au minimum :

- Un panneau de chantier réglementaire, en bois peint, cloué sur des poteaux verticaux et comportant dans cet ordre :
 - * le nom et l'adresse du Maître de l'ouvrage, le numéro et la date d'obtention du P.C.,
 - * le nom et l'adresse du Maître d'œuvre, les noms et adresses des BET, bureau de contrôle, coordonnateur SPS et économiste, etc...
 - * les noms et adresses de toutes les entreprises devant participer à l'édification du projet.

Ce panneau de 2.00 x 3.00 m sera réalisé suivant modèle de l'architecte

- Raccordements aux réseaux AEP, EU, téléphone et électricité avec branchement EDF et comptage spécifique au chantier.
- Les clôtures périphériques du chantier.
- Les installations d'accueil des salariés conformes au code du travail.

Cette prestation de chantier devra répondre en tout point aux prescriptions du Plan Général de Coordination (PGCSPS)

- Escalier de chantier permettant l'évacuation des occupants du datacenter DC1 en cas d'incendie

0.13 OBLIGATIONS

Les offres des entrepreneurs sont réputés intégrer :

- Toutes les sujétions de toutes natures consécutives aux plans du Maître d'œuvre et à leurs plans d'exécution suivant les observations du Bureau de Contrôle ; •
- Toutes les sujétions consécutives à la visite obligatoire des lieux ; •
- Toutes les sujétions consécutives aux autres documents complémentaires et contractuels (RICT, PGC, notices de Sécurité et d'Accessibilité par exemple).

Pour prise en compte : tout ouvrage figurant aux plans, et non décrit au CCTP, est formellement dû et vice-versa

Prise de connaissance des lieux :

Les entreprises sont réputées, avant la remise de leur offre :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents contractuels (pièces écrites et graphiques) utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ; -
- Avoir procédé à une visite détaillée du bâtiment et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transport, stockage des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignements des décharges publiques et privées, etc...) ;

- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état général des existants et leur degré de conservation ;
- L'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- La nature des matériaux constituant les existants ;
- Les principes constructifs des existants, et plus particulièrement les structures porteuses et leur fondation ;
- La nature, la constitution des planchers et/ou dallage (épaisseur, ferrailage, ...) ;
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité, et les installations de chauffage, le cas échéant ;

Et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

- Avoir procédé à faire tous mesurages qui viendraient compléter ceux figurant sur les plans, se renseigner sur la position des fluides et des réseaux divers apparents ou enterrés ainsi que tous éléments qu'elles jugeraient utiles pour l'établissement de leur prix ;

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution, les différents CCTP et le CCAP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du bureau d'études, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des Services Publics, du Maître d'œuvre et des Services Techniques du Maître d'Ouvrage

Les entreprises ne pourront prétendre que des erreurs ou des omissions figurant dans les documents qui leur sont soumis puissent diminuer leur responsabilité, les dispenser d'exécuter certains travaux ou justifier une demande de supplément.

Indivisibilité du CCTP

Le CCTP a été établi pour renseigner le plus complètement possible les entreprises sur la nature des travaux, leur importance, leurs dimensions et leurs emplacements.

Les descriptions y figurant ne sont donc pas limitatives et les entreprises devront exécuter comme étant compris dans leur offre, tous les travaux qui résulteraient des Règles de l'Art ou des règlements en vigueur, ou qui seraient nécessaires pour assurer un parfait achèvement des ouvrages.

Les entreprises devront consulter ce document dans son intégralité pour examen attentif, éviter les doubles emplois et omissions, compléter leur proposition pour obtenir la réalisation complète des ouvrages dans les meilleures conditions de mise en œuvre et d'économie. Il en est ainsi pour tous les ouvrages qui sont demandés dans toutes les descriptions qui suivent même s'ils ne sont pas dessinés sur les plans ou pour les ouvrages figurant sur les plans et qui ne feraient pas l'objet de description dans le CCTP.

Le but à atteindre étant l'exécution rationnelle des ouvrages sans fausse manœuvre, dans le délai le plus court, il est indispensable que chaque entreprise participant à la construction connaisse non seulement le détail des prestations qui lui incombent, mais aussi les détails des travaux prévus par les autres corps d'état.

Erreurs ou omission relevés après attribution des différents marchés Les entreprises ne pourront se prévaloir d'erreurs ou d'omissions relevées postérieurement à l'appel d'offres ou (et) à la signature du marché pour tenter d'obtenir une augmentation du prix remis.

Contrôle des côtes et dessin Les plans d'exécution (plans de chantier, d'armatures, etc.) sont à la charge des entreprises qui devront les faire établir à leurs frais et les soumettre au visa du Maître d'œuvre et à l'approbation du bureau de contrôle. Avant tout commencement d'exécution, les entrepreneurs devront procéder, chacun en ce qui les concerne, à la vérification des côtes et dessins qui leurs seront remis par le Maître d'œuvre et au contrôle de concordance avec celles figurant au CCTP. De même, ils devront s'assurer de la concordance des plans d'exécution techniques qui leurs seront communiqués avec les plans de projet. Toute discordance devra être soumise à l'appréciation du Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux. Ils devront signaler en temps utile, les erreurs et omissions qu'ils auraient pu relever et demander tous renseignements complémentaires pour obtenir tout éclaircissement. Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendront responsables de toutes les erreurs relevées en cours de travaux ainsi que des conséquences qui en résulteraient. En aucun cas, les cotes ne seront relevées à l'échelle métrique directement sur les plans. L'entrepreneur doit signaler tout ce qui semblerait ne pas être conforme aux Règles de l'Art, demander toutes explications à ce sujet, et éventuellement proposer toute modification dans le cadre de son forfait

0.14 SECTIONS DES OUVRAGES

Les dimensions et sections des ouvrages indiqués sur les plans ou dans le CCTP ne sont que des minimas. Les entrepreneurs, sous leur entière responsabilité, devront augmenter ces dimensions ou sections, chaque fois que les calculs qu'ils auraient menés en démontreraient la nécessité, et ce, sans supplément de prix. Ils deviendront alors entièrement responsables des modifications apportées.

0.15 CONFORMITE AVEC LES REGLEMENTATIONS

Les travaux seront exécutés, d'une manière générale, conformément aux spécifications et prescriptions techniques générales, établis par le CSTB dont la plupart sont constitués en DTU.

Ces documents indiquent de façon précise :

- Les prescriptions relatives aux qualités des matériaux ;
- Les conditions de mises en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages impérativement applicables aux travaux du CCTP, sans qu'il soit nécessaire de les préciser à nouveau dans les différents lots.

Sont également applicables aux présents travaux les différentes normes de l'AFNOR et d'une manière générale, tous les documents techniques et prescriptions diverses, valables à la date de remise des prix. Complémentairement aux diverses prescriptions définies ci-avant, sont également applicables :

- Les règles pour calcul et exécution des constructions en béton armé : EUROCODES
- Les règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions.
- Les règles de calculs des caractéristiques thermiques utiles des parois des constructions et des déperditions de base des bâtiments : règles Th-K 77, Th, Th-G, Th-C ; -

Les règles CM 66 et leurs modificatifs ;

- Les méthodes de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton
 - Les méthodes de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier
 - Les avis techniques du CSTB validés par la Commission Technique de l'ARCES. Si pour des raisons quelconques, des matériaux employés ne se rattachaient pas à une Norme ou à un Avis Technique, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre seraient seuls juges de leur emploi.
- 0.2.2.7 Analyses et essais Outre les essais et analyses définis par les normes et les prescriptions techniques, il sera procédé par l'entreprise à tout essai que pourrait demander le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre, en cas de doute sur l'emploi d'un produit. Les frais en résultant seront à la charge de l'entreprise concernée.

0.16 ECHANTILLONS CROQUIS PROTOTYPES

Les entreprises devront présenter, en temps utile, tous les échantillons, croquis, épures des produits dont l'emploi est envisagé. Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de modifier en cours de travaux certaines dispositions du CCTP et du projet. Les entreprises sont tenues de fournir les échantillons et les prototypes prévus au CCTP ou demandés par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant acceptation de l'échantillon correspondant. L'échantillon ayant servi au choix définitif sera maintenu dans le bureau de chantier jusqu'au moment de la mise en œuvre du matériau correspondant pour permettre de contrôler sa conformité. Pour éviter tout retard dans l'avancement du chantier, les entrepreneurs devront prendre leurs dispositions pour faire accepter les produits et matériaux par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre dans un délai permettant la livraison à une date compatible avec le délai global d'exécution des travaux.

0.17 CLASSEMENT AU FEU – PV D'ESSAI

Tous les matériaux mis en œuvre devront bénéficier d'un classement au feu correspondant au minimum au classement demandé dans la notice de sécurité, au CCTP ou dans la réglementation en vigueur relative à la protection contre les risques d'incendie dans les constructions. L'entrepreneur sera tenu de fournir les procès-verbaux d'essais visant au classement des matériaux dans une mise en œuvre strictement conforme à celle envisagée sur le chantier. Tout matériau dont le classement pourrait être douteux ou insuffisant devra être remplacé, aux frais de l'entreprise, par un matériau correspondant au classement souhaité.

0.18 QUALITE DES MATERIAUX

Les matériaux et fournitures devront être de première qualité suivant les indications des marques et types demandés dans le CCTP et répondre aux caractéristiques des Normes Françaises en vigueur. Les entreprises, sur première réquisition du Maître d'œuvre devront démolir tout ou partie d'un ouvrage mal exécuté ou fait avec des matériaux défectueux. Si, lors de l'appel d'offres, une entreprise propose de substituer un autre produit à celui prévu dans le CCTP, elle devra en faire expressément mention dans son devis quantitatif et estimatif. Dans tous les cas où les mots « équivalents », « identiques » ou « similaires » seront employés dans le CCTP, les produits à substituer devront être présentés pour acceptation au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre avant commande et avant mise en œuvre, ceux-ci se réservant le droit de refuser tous matériaux ou produits qui ne leur auraient pas été soumis.

0.2.2.11 Maintien en état des ouvrages Les entreprises devront assurer par tout moyen à leur convenance des ouvrages existants et conservés et la préservation de leurs ouvrages jusqu'à la réception. Avant les opérations préalables de réception, elles devront effectuer le contrôle de leurs prestations et assurer la mise en état des éléments qui auraient pu être dégradés. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser à la réception tous ouvrages neufs et existants conservés qui auraient subi des dégradations quel qu'en soit le responsable ou dont la remise en état serait insuffisante.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, l'entrepreneur devra protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourront subir sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

0.19 COTES DIMENSION DES OUVRAGES

En début de chantier, et autant de fois que nécessaire en cours de chantier, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront donner, en temps voulu à ou aux entrepreneurs des corps d'état intéressés, toutes les indications concernant les sujétions dues à leur propre travail et en particulier : les percements, trous, aménagements de niches, trémies, implantation de maçonnerie, raccords de toute nature, etc... Ils devront veiller personnellement à l'exécution de ces travaux sans que le Maître d'œuvre ait à intervenir. Faute de se conformer à ces prescriptions, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront effectuer, après coup, par leurs propres moyens et sous leur entière responsabilité, avec le plus grand soin, tout percement, trou, raccord, scellement et toute modification et reprise en découlant, à l'exception des ouvrages de béton armé sur lesquels, seule l'entreprise de Gros Œuvre aura droit d'intervenir aux frais éventuels de l'entreprise défaillante. Lorsqu'un ouvrage sera exécuté par une entreprise, les entreprises qui lui succéderont, seront tenues de relever les cotes et profils existants pour y adapter leurs fournitures et fabrications, étant entendu qu'ils auront préalablement, en application du paragraphe précédent, donné toutes informations utiles aux autres entreprises pour l'exécution de ces travaux. Elles ne pourront se prévaloir de la non-exécution d'une réservation ou toutes autres adaptations demandées, pour tenter d'obtenir une augmentation du montant du marché. Lorsque, pour l'exécution d'un travail, plusieurs entreprises sont appelées à se succéder de façon telle qu'il serait impossible, ultérieurement en cas de malfaçon, de désigner le responsable, chaque entrepreneur est tenu de veiller à la bonne exécution du travail qui précède le sien. Il devra "réceptionner" les ouvrages préalablement à son intervention. Il devra signaler au Maître d'œuvre, les travaux qui auraient été exécutés dans des conditions susceptibles d'entraîner ultérieurement des désordres dans ses propres travaux ou de lui créer des difficultés de réalisation. Celui-ci devra alors juger des dispositions à prendre.

0.20 PLANS DE RECOLEMENT - DOE

L'entrepreneur devra remettre au Maître d'œuvre, en deux phases, le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E) en trois (3) exemplaires + 1 exemplaire reproductible sous forme de CD et clé USB

Première phase, au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux :

- les spécifications de pose,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre,
- les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les constats d'évacuation des déchets

Deuxième phase, dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux :

- Plans conformes à l'exécution :
 - Plans du Gros Œuvre et du génie civil
 - Plans des réseaux intérieurs
- Plans d'atlas :
 - Plans de bâtiments
 - Ouvrages de génie civil
- Plans de récolements et de topographie
- Nomenclature des équipements
- Dossier de sécurité incendie
- Diagnostics, sondages et études diverses
- Notes de calcul
- Essais de fonctionnement
- Carnet sanitaire des réseaux et installations d'eau potable
- Synthèse d'étude thermique
- Notice complémentaire de maintenance
- Plan de formation
- Dossier de Garanties de l'Ouvrage

DOCUMENTS ENTREPRISES

I - PLANS DE RECOLEMENT

VRD

- emplacement des branchements aux réseaux publics
- plans des réseaux enterrés
- position des tabourets, regards, vannes
- altimétrie éventuelle des fils d'eau

PLOMBERIE, VMC, CHAUFFAGE et FLUIDES

- schémas généraux des installations
- plans des réseaux horizontaux à chaque niveau
- cahier des gaines et colonnes verticales
- repérage des piquages, des vannes, des clapets, etc...
- plans détaillés de la chaufferie et des locaux techniques
- schémas des armoires électriques

ELECTRICITE

- schéma général de l'installation
- circuit de terre en fond de fouilles
- tracé des chemins de câbles en sous-sol
- schémas de chaque armoire
- plans des distributions pour chaque niveau
- plans des équipements pour chaque niveau
- légende claire des repères sur plans

GROS OEUVRE

- ensemble des plans BA, coffrage et ferrailage
- note sur les surcharges d'exploitation plancher par plancher

ETANCHEITE, TOITURE

- carnet de détail des différents types d'étanchéité/couverture
- plan de repérage des terrasses selon le type d'étanchéité/couverture
- plan de repérage des évacuations EP avec Ø des tuyaux

II - NOTICES TECHNIQUES

Noter et fournir pour chaque corps d'état :

- liste et références des matériels mis en œuvre
- liste et références des matériaux mis en œuvre
- fiches techniques des fabricants pour chaque matériel et chacun des matériaux
- rapport de réception HQE

GROS OEUVRE

- drains
- fosses
- séparateurs hydrocarbures
- bacs divers
- éléments préfabriqués

ETANCHEITE/COUVERTURE

- isolants
- matériaux d'étanchéité
- matériaux de couverture
- accessoires de récupération des EP

MENUISERIES EXTERIEURES

- plans type et PV essais menuiseries industrialisées
- références des profils utilisés, fabricants et fournisseurs
- nature des vitrages et fiches techniques par produit
- repérage des vitrages par nature
- organigramme des clefs (éventuellement)
- références des serrureries et quincailleries
- fiches techniques des produits d'occultation et fermetures

PEINTURES ET REVETEMENTS DE FACADES

- fiche technique de chaque produit mis en œuvre
- convention d'extension de garanties du fabricant (éventuellement)
- références des choix de matériaux et teintes

MENUISERIES INTERIEURES

- fiches techniques des menuiseries industrialisées
- références des serrureries et quincailleries
- organigramme des clefs (éventuellement)
- références des matériaux et des teintes
- PV attestant les degrés CF/PF requis

PLATRERIE, PEINTURES, FAUX PLAFONDS

- fiches techniques de chaque produit mis en oeuvre
- références des matériaux et des teintes
- PV attestant les degrés CF/PF requis
- PV sur le classement au feu des matériaux et peintures

REVETEMENTS DE SOLS

- fiches techniques de chaque produit mis en oeuvre
- références des matériaux et des teintes
- PV sur le classement au feu des matériaux et peintures
- PV attestant les degrés CP/PF requis

EQUIPEMENTS SANITAIRES et FLUIDES SPECIFIQUES

- liste des appareils et des matériels mis en œuvre
- fiches techniques sur chaque produit
- PV classement EAU
- références des matériaux et des couleurs

CHAUFFAGE, VMC

- liste des appareils mis en oeuvre
- liste des matériels mis en oeuvre
- fiches techniques sur chaque produit
- références des matériaux et des couleurs

ELECTRICITE

- liste des appareils mis en oeuvre
- références des ampoules par type d'appareils, puissance et durée de vie moyenne
- liste des matériels mise en oeuvre
- fiches techniques sur chaque produit
- références des matériaux et des couleurs

DIVERS

Noter tous autres produits, matériels, accessoires mis en oeuvre et n'entrant pas dans l'un des postes ci-dessus, tels que matériels de cuisine, décoration, signalétique, etc...

III - CERTIFICAT DE CONFORMITE

- certificat CONSUEL
- essais COPREC
- rapport de fin de mission du contrôleur technique et constat de levée des réserves notées
- certification des implantations par géomètre (éventuellement)
- arrêté d'alignement (éventuellement)

IV - PROJETS DE CONTRAT D'ENTRETIEN

- chauffage, VMC
- plomberie, traitement de l'eau, pompes de relevage
- électricité (asservissement)
- ascenseurs
- toitures, terrasses
- portes de garages
- espaces verts

0.21 PLANNING DE CHANTIER

Chaque entrepreneur devra organiser de façon rationnelle et en parfaite connaissance de l'ensemble du projet, les divers stades d'exécution de ses ouvrages, fabrications, préparations et mises en œuvre, de manière à ne pas perturber le programme imposé, par des retards dans la livraison de ses travaux. Toute perte de temps pourra être évitée par une coordination des opérations nécessaires à la mise en œuvre, chaque entrepreneur devant en ce qui le concerne, procéder, en temps utile, et se plier à ces obligations, qui font partie intégrante de son marché. Pour ce faire, il sera établi un planning qui rendra parfaitement compte de l'ensemble des tâches, des détails d'intervention de chaque corps d'état et des interférences de ces différentes interventions sur le chantier. Il précisera également la date de libération des abords, restitution des zones louées ou occupées, rétablissement des accès,... . A chaque réunion de chantier, il sera annoté avec indication de l'avancement effectif de chacune des tâches et des répercussions éventuelles sur les autres phases. Le planning sera établi pendant la période de préparation pour être opérationnel dès le démarrage des travaux. Il devra être visé par tous les entrepreneurs des différents corps d'état et par leurs sous-traitants éventuels. La non-signature d'une des entreprises n'entraînera pas pour autant, pour celle-ci, la non-obligation de respect de ce planning.

Les retards éventuellement constatés seront sanctionnés par référence à ce planning.

0.22 ENVIRONNEMENT

Les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions nécessaires pour ne pas apporter de gêne aux propriétés riveraines et ne pas perturber la circulation sur les voies publiques et privées ou accessibles au public. La réglementation concernant le bruit et autres nuisances devra être respectée.

0.23 TRAVAUX COMMUNS AUX DIFFÉRENTS CORPS D'ÉTAT

Echafaudage Selon PGC. La signalisation, les protections et le démontage resteront à la charge de l'entreprise. Il est entendu que chaque entreprise prévoira dans son offre ses propres échafaudages.

0.23.1 Etalement

Tout étalement de plancher, de murs, de poutres ou autres rendu nécessaire pour l'approvisionnement ou l'exécution de travaux, devra impérativement être mis en place par le lot n°1 « Déconstruction - Gros-œuvre », seule apte à calculer l'importance de l'étalement à mettre en place. Sa dépose sera assurée par la même entreprise.

0.23.2 Trous, réservations

Dans béton, maçonnerie d'agglomérés pleins ou creux :

1- Avant travaux :

- Tous les corps d'état devront fournir un jeu de plans cotés avec toutes indications utiles et dessins de détails annexes, si besoin est, concernant les trous, trémies et lumières de passage à réserver dans les ouvrages en béton, en béton armé, en maçonnerie d'agglomérés nécessaires à l'exécution de leurs travaux. • Les plans seront remis à l'entreprise de gros-œuvre pendant la période de préparation.

- Une synthèse de tous les trous de passage à réserver sera établie par les entreprises et soumise au Maître d'œuvre avec les observations faites sur la gêne ou l'impossibilité que présentent les réservations demandées en raison de la position des efforts et de la structure porteuse.

- Toute impossibilité reconnue sera notifiée aux entreprises intéressées qui seront tenues de modifier les parcours et passages envisagés, sans variation de prix.

- Toutes les réservations seront assurées alors par l'entreprise du lot gros-œuvre sans frais pour les entreprises. Elles devront figurer de façon cotée, sur les plans de structure (BA, maçonnerie, etc...) avec indication du corps d'état demandeur.

2 - En cours de travaux :

Toutes les modifications apportées aux réservations initialement prévues devront être signalées à l'entreprise du lot gros-œuvre en temps utile, faute de quoi, les travaux entraînés par ces modifications seront exécutés obligatoirement par l'entreprise du lot gros-œuvre aux frais de l'entreprise responsable.

Dans cloisons diverses non porteuses, plafonds suspendus, etc... :

- Chaque entreprise devant intervenir sur ces ouvrages, assurera elle-même les percements, trous, et réservations diverses nécessaires au passage ou à la fixation de ses matériels ou matériaux. Il sera toutefois recherché l'utilisation d'outillage spécialisé supprimant la détérioration éventuelle des ouvrages et réduisant au maximum la section des trous et percements.

0.23.3 Fourreaux

Toutes les canalisations traversant des parois en maçonnerie de quelque nature que ce soit, ou en béton devront être protégées par un fourreau de diamètre approprié faisant saillie de part et d'autre :

- D'une paroi verticale de 1 cm ;

- D'un plancher de 10 cm au-dessus et de 1 cm au-dessous.

L'espace entre la canalisation et le fourreau sera bourré à l'aide de matériaux coupe-feu, isophoniques fermé par un joint silicone d'étanchéité à chaque extrémité

Dans béton, maçonnerie d'agglomérés pleins ou creux :

- Les rebouchages et calfeutrements des réservations demandées en temps utile dans ces ouvrages sont réalisés par le lot demandeur. Les rebouchages et calfeutrements des réservations exécutées après coulage du béton ou réalisation de la maçonnerie à la demande d'une entreprise, seront réalisés par l'entreprise du lot gros-œuvre aux frais de l'entreprise demandeuse. Les trous et passages demandés par une entreprise et non utilisés seront rebouchés par l'entreprise du lot gros-œuvre aux frais de cette entreprise. d) Dans cloisons diverses non porteuses, plafonds suspendus, etc... :

- Suivant la nature des matériaux, les scellements et calfeutrements seront exécutés au mortier de ciment ou au plâtre y compris finition par les entreprises intéressées. Dans le cas de scellements, calfeutrements ou raccords jugés défectueux par le Maître d'œuvre, le travail exécuté sera démolé et refait par l'entreprise de gros-œuvre sauf pour les raccords sur ouvrages en plaques de plâtre réalisés par l'entreprise du lot « Cloisons - Plafonds suspendus » et les raccords de sols plastiques, carrelage et de faïence réalisés par l'entreprise du lot spécialisé, l'ensemble aux frais exclusifs de l'entreprise responsable.

0.23.4 Scellements

Les scellements à l'aide d'appareils mécaniques, pistolets, etc... ne pourront être utilisés qu'après accord du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle. Les scellements pourront être effectués à l'aide de mortier de ciment, ciment rapide ou plâtre selon la nature du support et l'implantation du scellement. Les pièces de bois recevront obligatoirement avant scellement, une couche de protection particulièrement sur les faces destinées à être dissimulées. Les parties métalliques scellées au plâtre seront protégées par une couche d'antirouille. Les éléments aluminium et acier inox recevront une protection avant scellement. Il pourra être interdit d'effectuer certains scellements dans des pièces de structure suivant les avis du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle. L'entreprise concernée devra alors assurer à ses frais la modification de ses ouvrages ou la création des éléments supports particuliers pour permettre la bonne stabilité des ouvrages.

0.23.5 Saignée, entaille, feuillure

Elles devront être exécutées conformément à la réglementation pour ne pas compromettre la stabilité des ouvrages intéressés. En particulier, il est interdit de créer des saignées dans des cloisons en plaques de plâtre. Le rebouchage se fera toujours à plein, sans laisser de vide, avec des produits de garnissage parfaitement bourrés et dont la qualité est adaptée à l'ouvrage support. 0.2.3.8 Trait de niveau, traçage, implantation Le trait de niveau à + 1,00 m au dessus des sols finis de chaque niveau sera tracé par l'entreprise du lot n°1 gros-œuvre et sous sa responsabilité sur tous les murs, poteaux, cloisons et autres, et autant de fois que nécessaire

Chaque ouvrage sera implanté et tracé par le corps d'état concerné qui aura soin préalablement de contrôler les équerrages et aplombs des ouvrages précédemment exécutés et de signaler les fausses implantations conduisant à une modification de ses ouvrages. Une coordination devra s'établir entre l'entreprise chargée de l'exécution des cloisons et celle chargée des menuiseries.

0.23.6 Incorporations

L'entreprise du lot gros-œuvre assurera la mise en place dans le béton de tous les taquets, blochets, semelles, douilles type VEMO, précadres nécessaires à la fixation des ouvrages des autres corps d'état. Ces pièces devront être fournies en temps utile, à l'entreprise du lot n°1 gros-œuvre par les entreprises qui en font la demande. Faute de ne pas avoir remis à temps ces pièces avec indication nécessaire pour leur mise en oeuvre à l'entreprise du lot gros-œuvre, l'entreprise responsable supportera les conséquences de cette omission comme il est dit précédemment en ce qui concerne les rebouchages et calfeutrements.

0.23.7 Plans d'exécution, notes de calcul

Les plans d'exécution des ouvrages, plans d'atelier, de fabrication et notes de calcul correspondantes seront soumis à l'approbation du Bureau de Contrôle et au visa du Maître d'œuvre avant mise en fabrication.

Tous ces documents seront fournis par le lot intéressé en :

- 1 exemplaire « papier » au Maître d'ouvrage ;
- 1 exemplaire « papier » au Bureau de Contrôle ; –
- 1 exemplaire « papier » au Maître d'œuvre ; –

Et en 1 exemplaire « papier » à toutes les autres entreprises pouvant être intéressées par ces ouvrages. Ces documents devront également reproduire les éléments d'ouvrages des autres corps d'état contigus à ceux de l'entreprise concernée et préciser les modes de fixation, nature de calfeutrements, système d'étanchéité, etc... Ils seront datés et porteront de façon claire le nom de l'entreprise. Les plans des entreprises devront reprendre obligatoirement le cartouche "type" mis au point par le Maître d'œuvre. Avant toute exécution, l'entreprise procédera à la vérification des plans qu'elle aura reçus et signalera sous huit jours au Maître d'œuvre à dater de cette réception, toute erreur ou omission qui pourrait s'y révéler. Tous les plans, schémas, devront être soumis, pour approbation, au Bureau de Contrôle désigné par le Maître d'Ouvrage. Il doit signaler également tout ce qui semblerait ne pas être conforme aux Règles de l'Art, demander toutes explications à ce sujet, et éventuellement proposer toute modification dans le cadre de son forfait.

0.23.8 Documents à fournir en phase de préparation de chantier

Mission de l'entreprise de gros œuvre

Sur la base des plans de projet remis lors de la consultation par le bureau d'études structure béton armé, l'entreprise devra produire les études et plans d'exécution (PEO) et les plans d'atelier et de chantier (PAC) afin de réaliser les ouvrages. Les plans d'atelier de chantier comprennent les carnets de détails relatifs au ferrailage (nomenclatures, façonnage, calepinage, quantités à commander), les plans de préfabrication résultant de la méthodologie de l'entreprise et les études de massifs de grue.

Mission de l'entreprise de charpente bois ou métallique

A partir des documents écrits et graphiques établis par la Maîtrise d'œuvre en phase PRO et joints au dossier de consultation, l'Entreprise du présent lot doit l'établissement et la fourniture des documents écrits et graphiques d'exécution (PEO) et d'Atelier et de Chantier nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages comprenant :

- Les études, notes de calcul, dessins d'exécution et épures nécessaires à l'établissement du projet et à l'exécution des travaux (plans d'atelier et de chantier),
- Les plans d'étaisements provisoires des ouvrages.

Ces documents graphiques doivent être accompagnés par :

- Les notices explicatives de réalisation,
- Les notes d'hypothèses (chargement, situation géographique, condition de site, etc.),
- Les notes de calcul des différents ouvrages,
- Les plans d'assurance Qualité,
- Les notices justificatives de stabilité,
- Les fiches des matériaux et des produits,
- Les fiches d'agrément des matériaux et des produits.

Ces documents doivent correspondre aux exigences de la réglementation en vigueur et des prescriptions constructives du présent dossier dans le strict respect de l'aspect architectural défini.

Ces documents doivent être fournis en temps et en heure à la Maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle afin de recevoir une approbation avant tout démarrage des travaux.

Mission des entreprises des corps d'états techniques

Sur la base des plans de projet remis lors de la consultation par le bureau d'études fluides, l'entreprise devra produire les études, les calculs et plans d'exécution (PEO) et les plans d'atelier et de chantier (PAC) nécessaires à la réalisation des installations.

Mission des entreprises de menuiseries, intérieures, extérieures et serrurerie

Sur la base des plans d'exécution remis lors du dossier de consultation par l'architecte, l'entreprise devra produire tous les détails, notes de calculs, plans d'exécution mis à jour, les plans d'atelier de chantier afin de réaliser les ouvrages et plus particulièrement :

- Les plans de détails des dormants et des ouvrants,
- Un récapitulatif des caractéristiques thermiques globales de chaque menuiserie avec justificatif.

Ces dessins seront cotés et indiqueront les détails d'assemblage, les emplacements des ferrures, avec mention de leurs sections.

Ces documents devront être soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

En fin de chantier, un jeu de documents à jour, en fonction de l'exécution, sera remis au Maître d'ouvrage.

Mission de l'entreprise de V.R.D.

Sur la base des plans DCE remis lors du dossier de consultation par le bureau d'études VRD, l'entreprise devra produire tous les détails, notes de calculs, plans d'exécution, les plans d'atelier de chantier afin de réaliser les ouvrages.

0.23.9 Etudes de synthèse

Les entreprises et la maîtrise d'œuvre participeront aux réunions de synthèses. En début de chantier, le responsable de la cellule de synthèse organisera autant de réunions de synthèse que nécessaire. Les entreprises en charge des travaux produiront les plans et les coupes. L'entreprise du lot 12 CVC PBS est responsable de la synthèse pour l'ensemble des ouvrages, bâtiment et process, elle collectera les informations et restituera les documents synthétisés. La synthèse est réalisée sur format DWG.

Le lot 12 CVC PBS sera responsable et en charge de la cellule de synthèse et de la Synthèse tous corps d'états.

La mission comportera à minima les prestations suivantes :

- Constitution d'une cellule avec les représentants des entreprises sous la direction d'un responsable (et mise en place de la procédure d'échanges) ;
- Fourniture, par le lot en charge, des fonds de plans de synthèse et réalisation des plans directeurs ;
- Fourniture, par les entreprises, des pré-plans d'exécution ;
- Mise en forme des plans de synthèse, en cohérence avec les plans techniques des entreprises ;
 - Coordination dans l'espace des réseaux techniques et des gaines ; identification des conflits
 - Cohérence des besoins en réservations et des percements ; élaboration des solutions
 - Vérification de la faisabilité des calfeutrements et du respect des règlements ;
 - Définition des incidences des appareillages et terminaux sur les lots de finition concernés
 - Suivi et coordination des entreprises concernant la mise à jour de leurs plans techniques
 - Arbitrage de la maîtrise d'œuvre
- Réalisation des coupes de détail pour les points délicats ;
- Finalisation des plans de synthèse : établissement des tableaux de réservations ;
- Une fois les plans de synthèse signés par les entreprises, elles établissent les plans de réservations.

0.24 ORGANISATION DE CHANTIER

Constat des lieux Un constat d'état des lieux initial, contradictoire, devra être dressé en présence des représentants de du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre

Ce constat devra être réalisé impérativement dès la notification du marché, et avant toute installation de chantier, au frais de l'entreprise du lot n°01 « Déconstruction - Gros-œuvre » et en présence d'un huissier. Ce constat portera sur les extérieurs et les intérieurs de l'établissement. En l'absence de ce constat, toute dégradation constatée en fin d'opération fera l'objet des reprises dans les règles de l'art aux frais de l'entreprise du responsable si connu sans qu'aucune incidence financière puisse être demandée. En l'absence d'une entreprise reconnue comme responsable des dites dégradations, celles-ci seront réparées aux frais du compte prorata.

Nuisances

Dispositions et clauses contractuelles dans le PGC.

0.24.1 Coordination SPS généralités

Un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé est désigné sur ce chantier.

Le Plan Général de Coordination (PGC) est joint à l'appel d'offres. Compte tenu de la taille de l'opération, la coordination est de niveau.

Nota : en cas de contradiction entre les dispositions affectation du CCTP et du PGC, les dispositions du CCTP prévaudront sur celles du PGC. Sinon, c'est le PGC qui s'applique

Chaque entrepreneur et ses sous-traitants est tenu de fournir un Plan Particulier De Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS), en concordance avec le Plan Général de Coordination (PGC). Chaque entrepreneur devra remettre en fin de chantier, au coordonnateur de sécurité, en 2 exemplaires, tous les éléments et documents nécessaires à la constitution du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

Lutte contre le travail illégal. En application des articles L.320 ; R.320-5 ; R.620-3 ; L.324-9 du Code du Travail, chaque entreprise attributaire et ses éventuels sous-traitants y compris de rang inférieur devra (devront) tenir à disposition sur le chantier un état nominatif sous forme de registre, du personnel présent. Les copies des titres de travail des salariés étrangers hors Union Européenne, ainsi que la copie des récépissés des déclarations préalables à l'embauches des salariés embauchés depuis moins d'un mois, seront annexées à ce registre.

0.24.2 Compte prorata (ou des dépenses communes)

On l'appellera par la suite indifféremment compte prorata ou compte des dépenses communes.

Toutes les entreprises, suivant 'décomposition en lots', cotiseront de façon proportionnelle au montant de leur marché de base au compte prorata, qu'elles sous traitent une partie de leur travaux ou pas, qu'elles utilisent ou pas les installations communes. Le compte prorata sera régi conformément aux dispositions de la norme NFP 03-001 dernière édition hors aménagements particuliers décrits dans les CCTP, qui prévaudront sur la norme. Il sera géré par l'entreprise adjudicatrice du lot n°1 "Gros œuvre" sous le contrôle des membres de la commission de compte prorata. Le taux de rémunération du lot Gros Œuvre est fixé à 10% du montant des dépenses du compte prorata pour frais de gestion et d'avances de fonds. La commission de compte prorata sera constituée des représentants de l'ensemble des corps de métiers. Ils sont élus à la fin du premier mois de travaux au plus tard. Une convention de compte prorata sera établie par le gestionnaire, validée par les membres de la commission. Etant donnée la nature de la construction et de la taille de l'opération, et à titre indicatif, le montant des dépenses de compte prorata devrait être voisin de 1% du montant des marchés et sera inclut dans les offres des entreprises. Spécifications particulières concernant les dépenses d'intérêt commun : entreprises Compte prorata
Un gardiennage sera mis en place d'office si la majorité des entreprises en font la demande (les frais de gardiennage seront repris au titre du compte prorata)

0.24.3 Installation commune de chantier

Généralités : Se reporter au plan guide joint à l'appel d'offre intitulé 'installations de chantier' L'installation de chantier est principalement à réaliser par l'entreprises titulaire du lot n°02 - Gros Œuvre. Néanmoins il est précisé ci-après certaines prestations :

- incluses en action et à ses frais dans les marchés de certaines entreprises. –
- incluses en action et imputées au compte prorata dans les marchés de certaines entreprises * on notera pour la suite du chapitre installations communes de chantier que 'à sa charge' n'est pas forcément synonyme de 'à ses frais', sur ce chapitre. Pour les autres chapitres du CCTP, charge est synonyme de 'à ses frais' sauf mention explicite contraire.

A charge du Lot - GO et à ses frais :

Son autonomie propre lors des travaux initiaux avant intervention du Gros Œuvre. Les accès de chantier, les voies de circulation sur le chantier et à la base vie, les aires de stationnement, les aires de stockage Les plateformes base vie, stockage et déchets, ·

Les réfections de trottoirs et de voirie après raccordements de la voirie, de l'assainissement, EP et EU, aux réseaux publics L'installation, la conservation et le déplacement et la dépose ultérieure tant que de besoin lors du chantier TCE - de la clôture provisoire type grillage souple rouge VRD hauteur 1m - et ses accès (portails, portillons provisoires de chantier, type HERAS)

L'installation compris raccordement et l'entretien et démolition ultérieure d'une aire de décrochage, engins et botes · Le nettoyage des voies publiques et privées jusqu'à l'intervention du lot Gros Œuvre ·

L'organisation de la SECURITE COLLECTIVE et L'HYGIENE de chantier, Diverses prestations listées chapitres suivants (démarches concessionnaires, branchements, etc ...) notées 'à ses frais' · L'implantation générale, les implantations intérieures, les traits de niveau. Les cloisons minces seront implantées et tracées par le Lot n°07 Cloisons Le balisage et l'isolement, type CLOTURE HERAS, compris entretien, de de la base vie ·

La fourniture et le maintien des panneaux de chantier pendant la durée des travaux TCE Installation d'une fosse toutes eaux 'à vidanger', dans la zone base vie, compris démolitions, terrassements, GC, et reconstitution ultérieure · Installation de sanitaires et réfectoire communs 20 personnes et d'une salle de réunion meublée 10 personnes, compris dépose en fin de chantier TCE, compris frais d'amenée et de repli, location ainsi que de déplacement éventuel nécessaire en cours de chantier

Vidange de la fosse toutes eaux, autant que de besoin ·

Frais de location, des bungalows sanitaires et de la salle de réunion ·

Raccordement du cantonnement commun TCE (électricité, eau, assainissement), compris visite de conformité par un organisme agréé.

Remise en état de la zone telle qu'elle était au départ après enlèvement de la base vie.

A charge du Lot - Couverture et à ses frais :

L'installation, la location et l'entretien d'une tour d'accès en toiture.

A charge du Lot - Electricité :

Préchauffage et à ses frais : L'installation, la location et l'entretien nécessaire au pré chauffage des bureaux aménagés. Les équipements définitifs peuvent être utilisés si posés. ·

Fourniture et pose d'armoires électriques compris alimentation depuis armoire générale, en pied de bâtiment, en étage et en couverture,

Eclairage provisoire de chantier

A charge du Lot - Gros Œuvre :

Installations de chantier et aux frais du Compte Prorata :

Consommations eau et électricité de la base vie ·

Frais d'entretien et nettoyage des locaux susnommés. Gestion des déchets par fourniture et enlèvement de bennes à déchets : 1 benne

A charge des entreprises concernées, et à leurs frais : ·

Baraquements propres à l'entreprise, tels que magasins, bureaux, réfectoires ·

Branchement et frais de consommation téléphonique propre ·

Le raccordement de leur baraquement sur l'installation générale de chantier ·

Le nettoyage autre que ceux de la réception et l'entretien de ses locaux propres durant les travaux TCE

0.24.4 Installations propres de chantier

Les installations communes de chantier seront réalisées par l'Entrepreneur du lot Gros Œuvre, à charge selon paragraphes précédent "compte prorata". Suivant prescriptions du CCAP, réglementation en vigueur, PGC établi par le coordonnateur, et exigences de la CRAM et de l'inspection du travail. Description et prise en charge suivant les articles "Installations communes de chantier" chapitre ultérieur

Reste à charge propre de l'entreprise, chacune pour son compte, tout ce qui n'est pas pris en charge dans les installations communes de chantier, et en particulier :

- les éventuels bungalows autres que sanitaires et salle de réunion (ex. bureaux, magasins, containers, vestiaires, réfectoires, etc...)

- les éventuels frais pour lignes téléphoniques, fax , etc ... –

- les raccordements des bungalows à l'installation de chantier , à faire installer impérativement par le lot Gros Oeuvre organisateur de l'installation commune de chantier - l'organisation de ses stockages , en accord avec le lot Gros Œuvre

0.24.5 Démarches préliminaires

Le lot Gros Œuvre, à ses frais, L' entreprise réalisera les démarches préliminaires auprès du Maitre d'Ouvrage pour obtenir les branchements provisoires de tous les fluides et en particulier, pour l'eau potable, l'assainissement, les raccordements en électricité et au téléphone , le Maitre d'Ouvrage se bornant à mettre à disposition ceux-ci depuis un point existant sur site à convenir avec lui à proximité immédiate de la base vie. Les alimentations depuis les endroits désignés par le Maitre d'Ouvrage sont à charge des lots précédents L'entreprise établira, en conformité avec le PGC, le plan d'installation de chantier avec indications de tous les cantonnements, voiries de dessertes provisoires, accès piétons, etc. qu'il fera accepter par les organismes officiels concernés, et en particulier l'inspection du travail et la CRAM, et qu'il soumettra à l'Architecte et au Coordonnateur de Sécurité.

0.24.6 Electricité

A charge du lot Electricité, à ses frais Fourniture et pose d'un branchement de chantier) , compris protection , desserte , armoire générale conformes aux normes en vigueur. L'origine sera le réseau privé du Maitre d'Ouvrage. Ces installations seront établies pour le gros matériel, force et éclairage conformément aux normes de sécurité des travailleurs.

L'armoire contiendra ; Un interrupteur général avec bobine de déclenchement à émission commandé par un BP "Arrêt d'urgence" déverrouillage par clé en façade Un voyant de présence tension L'ensemble des départs protégés par disjoncteurs différentiels Raccordement des bungalows décrits article ci-dessus à partir d'une armoire divisionnaire. Coffrets divisionnaires compris alimentation depuis l'armoire générale, réparties sur l'ensemble du chantier.

Les coffrets de prises de courants comporteront ; Un interrupteur général avec commande extérieur cadenassable Un voyant présence tension 2 prises 400V 3x32A + T type HYPRA 2 prises 400V 3x16A + T type HYPRA 4 prises 230V 2x10/16A + T 2 prise 230V 2x16A + T type HYPRA L'ensemble des protections par disjoncteurs différentiels 30mA. Compris visite et rapport de vérification de l'installation électrique par un organisme agréé. A prévoir : · coffrets pour la cellule stockage

0.24.7 Téléphone

Une ligne sera mise à disposition par le Maitre d'Ouvrage , uniquement dédiée aux appels de secours d'urgence Les entreprises feront leur affaire de leurs propres lignes de téléphone éventuelles.

0.24.8 Eau potable

Charge le lot Gros Œuvre et à ses frais :

- Repiquage depuis alimentation interne mise à disposition par le Maitre d'Ouvrage

- Pour le cantonnement, réseau d'alimentation depuis le conduit créé et raccordements des sanitaires - possibilité pour les entreprises de raccorder leurs bungalows réfectoires sur l'attente en pied de cantonnement

0.24.9 Assainissement

A la charge du titulaire du lot - Gros œuvre, à ses frais. Raccordement à l'égout en eaux usées des bungalows et baraquements du cantonnement, compris tranchées, canalisations, regards et branchement. Dans le cas d'impossibilité, fosse toutes eaux à vidanger autant de fois que nécessaire. L'Entrepreneur devra transmettre en temps utile, au Maître d'Œuvre d'Exécution ainsi qu'à tous les organismes de sécurité, son PPSPS, son plan d'organisation de chantier, de circulation, etc. pour accord.

0.24.10 Locaux de vie

Cantonnement : Sont à la charge et aux frais de l'entreprise adjudicatrice du lot Gros Œuvre et à réaliser par la même entreprise , sur plateforme base vie : l'isolement de la base vie vis à vis du chantier · L'amenée, la mise en place, le raccordement aux différents réseaux, le repli des bungalows communs , ainsi que la démolition et l'enlèvement des installations et branchements provisoires en fin de chantier, A prévoir pour : personnel chantier : 15 personnes en moyenne sur la durée du chantier , · Sanitaires conformes à la réglementation pour un effectif de 20 personnes salle de réunion / gardien :

Une salle de réunion équipée de tables, chaises, et armoire fermant à clefs pour les dossiers pour un effectif estimé à 10 personnes, NOTA : cette installation (évolutive suivant les effectifs) devra être opérationnelle avant le démarrage fondations du lot Gros Œuvre Sont à la charge entière de l'entreprise qui en exprime le besoin : ·

Baraquements propres à chaque entreprise, tels que vestiaires, réfectoires, magasins et bureau de chantier, ·

Le raccordement de leur baraquement sur l'installation générale de chantier, raccordement par le lot Gros Œuvre impérativement.

Réservés à l'ensemble du chantier.

Sont à la charge du titulaire du lot n°02 GO, et à réaliser par la même entreprise, à ses frais : L'accès des véhicules à l'installation de chantier, compris aire de stationnement pour l'ensemble des ouvriers et entreprises intervenantes sur le chantier, La plateforme spécifique base vie, carrossable ·

L'accès de tous véhicules sur le chantier, compris aire de stockage pour toutes les entreprises intervenantes sur le chantier, Une aire de nettoyage et décrottage de tous les véhicules et piétons circulant sur le chantier, avant la sortie du site.

En conséquence, le lot Gros Œuvre doit la clôture provisoire, type barrières Heras, sur la périmétrie des zones de travaux selon plan d'installation de chantier, et dépose, compris portails et portillons provisoires d'accès, compris panneaux chantier interdit au public en nombres suffisants sur l'ensemble du périmètre - le lot Gros Œuvre doit l'isolement de la base vie vis à vis du chantier

0.24.11 Panneaux de chantier

L'Entrepreneur du lot Gros Œuvre installera, à ses frais : Le panneau de chantier de 2.00 x 3.00 m environ, donnant la consistance de l'opération et la liste des intervenants et dont le projet sera soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre d'Exécution et suivant les demandes du Maître d'Ouvrage.

Le panneau de permis de construire.

Les panneaux " Chantier interdit au public " " Port du casque obligatoire ", judicieusement répartis sur la périmétrie du terrain.(hors clôture provisoire VRD) Les panneaux de signalisation sur la voie indiquant la présence du chantier, y compris les panneaux réglementaires du code de la route : Sortie de camion, Vitesse limitée, Stop, Interdiction, WC chantier, accès piéton, etc.

En outre, la protection de la sortie du chantier devra être assurée par la mise en place d'une signalisation par panneau . Il est précisé que, de toute manière, les Entrepreneurs feront leur affaire de l'ensemble des demandes administratives auprès des services compétents.

0.24.12 Accès couverture

Charge et frais, le lot Couverture Amenée, Installation, location et repli d'une tour d'accès en toiture

Gardiennage Il n'y a pas de gardiennage de prévu sur cette opération. Sauf demande spécifique et acceptation par le compte prorata.

0.24.13 Nettoyage / Déchets

Bennes à déchets à charge de chaque entreprise pour les déchets qui les concerne. Pas de tri exigé. Le MOE se réserve le droit en cas de constat de non-évacuation des déchets de faire intervenir l'entreprise du lot GO aux frais de l'entreprise notoirement connue. Une benne, aux frais du Compte Prorata 0.3.6.2 Nettoyage de chantier Nettoyage de chantier Chaque entreprise fait son affaire, comme étant intégré dans son prix, du nettoyage dit de chantier, hors les prestations définies ci-après. L'entreprise de Gros Œuvre est chargée de l'entretien et du nettoyage des bungalows communs (salle de réunion, sanitaires) , au compte prorata L'Entrepreneur du lot Gros-Œuvre doit assurer, durant tout le chantier, un nettoyage hebdomadaire des ouvrages et de leurs abords , au compte prorata. L'Entrepreneur du lot Gros-Œuvre met à disposition une benne commune, compris son remplacement autant que nécessaire, au compte prorata. Un entretien rigoureux des voiries publiques ou privées avoisinant le chantier devra être effectué régulièrement par l'entreprise de VRD afin de prévenir tout risque d'accident et toutes salissures, au compte prorata

En cas de besoin, un ébouage devra être réalisé autant que de besoin sur les plateformes bâtiment par l'entreprise de VRD, au compte prorata

Une aire de décrochage est à réaliser pour l'ensemble des véhicules entrant et sortant sur le chantier, charge et frais, le VRD. NB : dates de démarrage imputation compte prorata, voir généralités Tout nettoyage jugé insuffisant par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage sera complété sur simple demande du Maître d'Œuvre par le lot Gros Œuvre aux frais de l'entreprise défaillante si notoirement connue, du compte prorata sinon.

En sus des exigences ci-dessus, il sera respecté les prescriptions de la Charte Chantier Vert.

0.25 LIBERATION REPLIEMENT

0.25.1 Démontage

Le démontage des installations provisoires devra être mené en complète compatibilité avec le calendrier d'exécution permettant à chaque entreprise de pouvoir réaliser les travaux à sa charge jusqu'à la date de réception. Les installations dont le maintien est indispensable jusqu'à la réception devront être déposées dans un délai maximum de 30 jours suivant cette réception.

0.25.2 Remise en état des lieux

Aussitôt le démontage des installations provisoires, l'entreprise de Gros Oeuvre, chacun pour ce qui les concerne en prestation initiale, devra assurer aux frais du compte prorata , la remise en état des lieux tels qu'elle les a trouvés à l'ouverture du chantier sous réserve de respect des aménagement projetés. Elle devra supprimer les accès provisoires, reconstituer les clôtures, faire neutraliser les branchements provisoires aux réseaux divers. Elle prendra en charge la remise en état des chaussées, bordures ou trottoirs détériorés du fait du chantier sans qu'il soit recherché au préalable de responsabilités.

0.25.3 Nettoyage de réception

Le nettoyage des ouvrages de chaque lot hors spécifications contraires du CCTP est à charge du lot concerné. ·

Le nettoyage des espaces extérieurs minéraux est à la charge et aux frais du lot n°01 VRD avant plantations ·

Le nettoyage intérieur fin de réception est à la charge et aux frais de l'entreprise du lot Peinture. Celle-ci devra assurer, quelles que soient les conditions atmosphériques, la livraison des locaux en parfait état de propreté, prêts à être remis aux occupants futurs. Les carrelages, faïences, vitres, revêtements de sols, les appareils sanitaires, les luminaires seront débarrassés de toute trace de colle, enduit, peinture et soigneusement nettoyés.

Un soin particulier sera apporté au nettoyage de toutes les quincailleries, robinetteries, prises de courant, pènes de serrure et joints de menuiserie. ·

Le nettoyage des bardages extérieurs à la charge et aux frais du lot Bardage

Tout nettoyage jugé insuffisant par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage sera complété par les soins d'une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante